

Michelle Bachelet nommée Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme

ONU Info, 10 août 2018 L'ancienne présidente du Chili, Michelle Bachelet (photo), a été nommée vendredi Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme. L'Assemblée générale a approuvé sa nomination par acclamation sans vote. Le Secrétaire général de l'ONU s'est dit satisfait de cette décision. Michele Bachelet entame son mandat le 1er septembre.

« Je suis très heureux que l'Assemblée générale a confirmé la nomination de Michelle Bachelet en tant que Haut-Commissaire aux Droits de l'homme des Nations Unies », a déclaré António Guterres devant les journalistes après l'approbation de la nomination de l'ancien président du Chili à l'unanimité par les 193 États Membres de l'ONU. Le Secrétaire général a assuré que Bachelet était une figure « formidable » dans son pays et dans son travail avec les Nations Unies en tant que Directrice exécutive de l'ONU Femmes. « Dans son pays, elle a connu les sommets et les profondeurs en ayant été la première femme à servir en tant que présidente du pays, mais aussi en tant que survivante de la brutalité des autorités qui l'ont attaquée elle et sa famille depuis plusieurs décennies. Elle a également été une pionnière aux Nations Unies, la première dirigeante d'ONU Femmes, donnant à cette nouvelle entité un départ dynamique et source d'inspiration », a-t-il déclaré. António Guterres a indiqué qu'il ne pouvait penser à « un meilleur choix » pour ce poste, en cette année du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, alors que Michele Bachelet a vécu dans l'obscurité de la dictature et qu'en tant que mère elle a connu les défis pour les personnes qui ont besoin de services de santé, ainsi que d'autres droits sociaux et économiques. De plus, l'ancienne présidente a de l'expérience en tant que chef de file national et mondial. « Elle prend ses fonctions à un moment d'une grande importance pour les droits de l'homme », a déclaré le chef de l'ONU, alors que la haine et les inégalités augmentent et que le respect des droits de l'homme diminue, que l'espace de la société civile se réduit et que la liberté de la presse est sous pression. « Pour naviguer dans ces courants, nous avons besoin d'un défenseur puissant de tous les droits de l'homme : civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Nous avons besoin d'une personne capable de garantir l'intégrité des mécanismes indispensables des droits de l'homme des Nations Unies », a-t-il souligné.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});